



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société TotalEnergies Marketing France exploitant un dépôt pétrolier à Lespinnasse

0053

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 147 du 05 décembre 2011 fixant des prescriptions complémentaires à la société Total Raffinage Marketing, devenue TotalEnergies Marketing France, à Lespinnasse ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 mars 2022 relatif à la visite d'inspection du 16 mars 2022 de l'installation exploitée par la société TotalEnergies Marketing France, sise 5 chemin du champ de Bousquet à Lespinnasse ;

Considérant que lors de sa visite du 16 mars 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la cuve enterrée double enveloppe constituant la rétention déportée de l'aire de dépotage d'éthanol n'est pas équipée d'une détection de fuite ;

Considérant, par ailleurs, que lors de sa visite du 16 mars 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les éventuels écoulements accidentels sur l'aire de dépotage d'éthanol sont canalisés par des caniveaux vers la rétention déportée de l'aire de dépotage des camions d'éthanol, mais qu'aucun équipement ne permet d'empêcher la propagation d'un éventuel incendie entre l'aire de dépotage des camions d'éthanol et la rétention déportée de cette aire de dépotage ;

Considérant que ces constats constituent des manquements à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 décembre 2011 susvisé ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires résultant des modalités d'exploitation des installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société TotalEnergies Marketing France de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la société TotalEnergies Marketing France le 31 mars 2022 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant les observations apportées par la société TotalEnergies Marketing France par courrier du 15 avril 2022 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – La société TotalEnergies Marketing France est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Lespinasse (31150), 5 chemin du champ de Bousquet, de respecter les prescriptions suivantes :

- sous 6 mois : 1er alinéa de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2011 susvisé qui dispose : « L'aire de dépotage est reliée à une rétention déportée de 40 m³ constituée par une cuve enterrée double enveloppe équipée d'une détection de fuite » ;

- sous 3 mois : 2ème alinéa de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2011 susvisé qui dispose : « Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent si nécessaire d'équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre l'aire de dépotage et la rétention déportée (par exemple, un siphon anti-flamme) ».

Ces délais sont comptés à partir de la notification du présent arrêté.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TotalEnergies Marketing France.

Fait à Toulouse, le

29 AVR. 2022

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Denis OLAGNON